



RANKING DIGITAL RIGHTS

INDEX DE RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES 2019

L'Index de responsabilité des entreprises 2019, publié par Ranking Digital Rights, évalue 24 des plus puissantes entreprises mondiales de technologies de l'information et de la communication, et examine leurs engagements et politiques annoncés en lien avec la liberté d'expression et la protection de la vie privée.

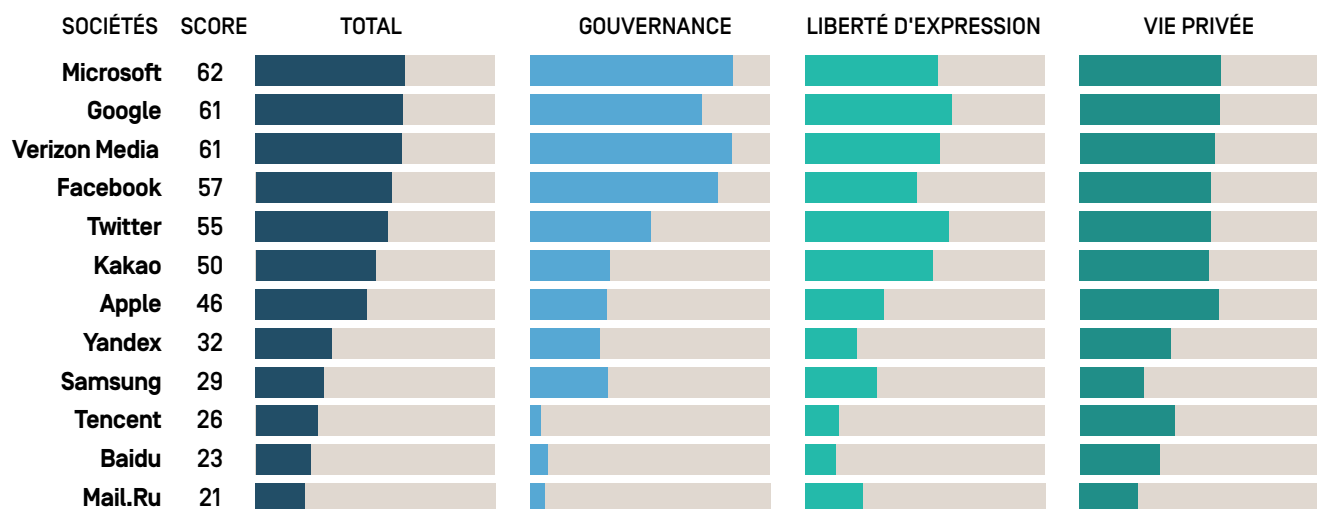


INDEX DE RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES 2019

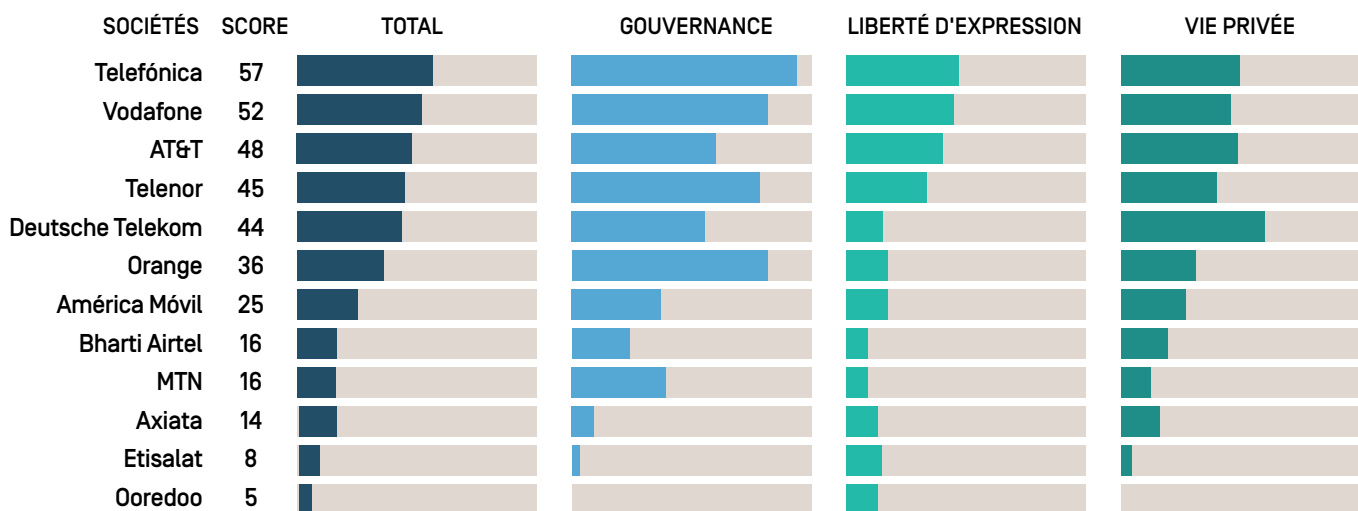
L'Index de responsabilité des entreprises 2019, publié par Ranking Digital Rights, évalue 24 des plus puissantes entreprises mondiales de technologies de l'information et de la communication sur 35 indicateurs examinant leurs engagements et politiques annoncés en lien avec la liberté d'expression et la protection de la vie privée. Il tient également compte des mécanismes de gouvernance et de responsabilité mis en place au sein de l'entreprise. Ensemble, les entreprises évaluées dans l'Index proposent des produits et services utilisés par plus de la moitié des 4,3 milliards d'internautes au monde. Ces sociétés détiennent une capitalisation boursière combinée de près de cinq mille milliards de dollars.

Ranking Digital Rights (RDR) est un projet de recherche à but non lucratif hébergé par l'Open Technology Institute de New America. Les précédentes éditions de l'Index RDR ont été publiées en novembre 2015, mars 2017 et avril 2018. Pour accéder à l'ensemble des données et analyses de l'Index 2019, aux rapports d'évaluation de chaque entreprise, au rapport complet téléchargeable ainsi qu'à l'ensemble des données brutes, veuillez consulter: rankingdigitalrights.org/index2019

● SOCIÉTÉS INTERNET ET MOBILES



● SOCIÉTÉS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS



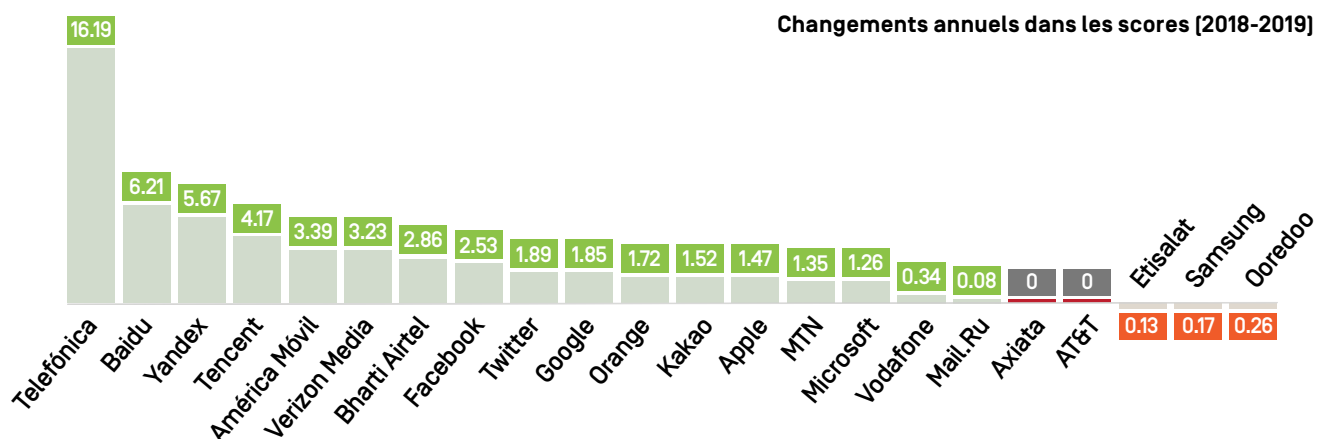
CONCLUSIONS PRINCIPALES

La plupart des entreprises ont pris des mesures pour s'améliorer. Toutefois, il leur reste beaucoup à faire pour qu'Internet soutienne et maintienne les droits humains pour tous. L'Index RDR 2019 a évalué 24 entreprises. Parmi les 22 entreprises déjà évaluées en 2018, 19 ont apporté des améliorations au cours de l'année écoulée, notamment les nouvelles entreprises en tête du classement de cette année.

1. **Microsoft** est en tête du classement, principalement grâce à une gouvernance solide et à la mise en pratique cohérente de ses politiques au sein de tous ses services. L'entreprise déloge **Google** qui prend la deuxième place dans l'Index global. L'avance de Google, à la tête du classement depuis le premier Index RDR en 2015, se réduisait progressivement. Google est maintenant à égalité avec **Verizon Media** (initialement Yahoo puis Oath) pour la deuxième place.
2. **Telefónica** a pris l'avantage sur toutes les autres entreprises de télécommunications en divulguant beaucoup plus d'information que ses homologues sur ses politiques et pratiques affectant la liberté d'expression et la vie privée de ses utilisateurs. Présente en Amérique Latine et en Europe, la multinationale madrilène a également réalisé plus d'amélioration que chacune des autres entreprises de l'Index RDR. **Vodafone**, à la tête de l'index 2018, occupe désormais la deuxième place, devant **AT&T** qui chute à la troisième place.

Les individus ont le droit de savoir, les entreprises ont un devoir de transparence. Au cours de la dernière année, un plus grand nombre d'entreprises se sont engagées publiquement à respecter les droits humains des utilisateurs et ont fait preuve de surveillance et de responsabilité à l'égard des risques pour la liberté d'expression et le droit à la vie privée. Les nouvelles réglementations en vigueur dans l'Union européenne et ailleurs ont également incité de nombreuses entreprises à améliorer la publication des informations relatives au traitement des données des utilisateurs. Pourtant, peu de sociétés obtiennent des scores supérieurs à 50 % pour l'Index de 2019. Lorsque les entreprises ne respectent pas les critères du RDR en matière de divulgation de leurs engagements, politiques et pratiques, les utilisateurs sont exposés à des risques non révélés affectant leur liberté d'expression et leur vie privée.

3. **VIE PRIVÉE** : La plupart des entreprises manquent de transparence quant à la façon dont elles traitent et sécurisent les données personnelles de leurs utilisateurs. Malgré les nouvelles réglementations en vigueur dans l'UE et ailleurs, la plupart des internautes dans le monde sont encore privés d'informations de base: qui peut accéder à leurs informations personnelles, dans quelles circonstances et comment les données sont collectées et utilisées.
4. **GOVERNANCE** : Les menaces auxquelles les utilisateurs sont exposés, causées par les modèles économiques des entreprises et le déploiement de nouvelles technologies, ne sont pas bien comprises ou gérées. La plupart des entreprises ne sont pas prêtes à identifier et gérer les risques associés à la publicité ciblée ou la prise de décision automatisée. Les entreprises ne proposent pas non plus de dispositif de réclamations et de recours pour s'assurer que les préjudices sont signalés et réparés.
5. **LIBERTÉ D'EXPRESSION** : La transparence en matière de contrôle et de gestion des discours en ligne reste inadaptée. Alors que les entreprises peinent à remédier aux préjudices causés par les discours haineux et la désinformation, leurs actions restent insuffisantes quand il s'agit d'aider les utilisateurs à comprendre qui a le pouvoir sur leur capacité de s'exprimer ou d'accéder à l'information par le biais des plateformes ou services fournis. Une transparence insuffisante augmente le risque de censure et de manipulation par les gouvernements, les entreprises ou toutes autres entités.
6. **REQUÊTES ÉMANANT DES GOUVERNEMENTS** : La transparence sur les requêtes gouvernementales auprès des entreprises est également insuffisante. Les entreprises ne divulguent pas suffisamment d'informations sur la manière dont elles traitent les requêtes gouvernementales (demande d'accès aux données d'utilisateurs ou demande de restriction de la liberté d'expression). Par conséquent, dans la plupart des pays, les pouvoirs de censure et de surveillance du gouvernement ne font pas l'objet d'une surveillance adéquate permettant de prévenir les abus ou de maintenir une responsabilité publique.



RECOMMANDATIONS POUR LES ENTREPRISES

Toutes les entreprises évaluées dans l'Index RDR peuvent apporter des améliorations immédiates, même en l'absence de réforme juridique ou politique.

1. **Aller au-delà du respect des lois.** La réglementation seule ne suffit pas toujours à garantir que les entreprises prennent les mesures nécessaires pour respecter et protéger les droits humains. Pour les entreprises qui se sont engagées à respecter la liberté d'expression et la vie privée en tant que droits humains, les indicateurs de l'Index RDR proposent des règles à suivre.
2. **Être transparent.** Les entreprises doivent publier des données complètes et systématiques et toute information permettant aux utilisateurs de comprendre clairement comment les discours en ligne peuvent être limités ou manipulés et comment les données personnelles peuvent être consultées, utilisées, par qui et en vertu de quelle autorité.
3. **Traiter sérieusement la surveillance et les audits préalables.** La surveillance du conseil d'administration

et des processus complets d'audits préalables sont nécessaires. Ils permettent ainsi de déterminer comment la liberté d'expression et la protection de la vie privée sont affectées par les activités de l'entreprise et de s'assurer que l'entreprise s'efforce de maximiser la protection des droits humains des utilisateurs.

4. **Proposer des dispositifs efficaces pour les réclamations et recours.** Les utilisateurs doivent être en mesure de signaler les préjudices et de demander réparation lorsque leur liberté d'expression ou leur droit à la vie privée sont violés dans le cadre de l'utilisation de la plateforme, du service ou du dispositif de l'entreprise.
5. **Innover pour une meilleure gouvernance des données et des discours en ligne.** Les entreprises doivent travailler avec la société civile, les investisseurs et les gouvernements pour instaurer de nouvelles méthodes de lutte contre les menaces à l'encontre des individus et des sociétés tout en protégeant les droits des utilisateurs.

RECOMMANDATIONS AUX GOUVERNEMENTS

Si les entreprises doivent pleinement respecter les droits humains, les gouvernements doivent s'acquitter de leur propre devoir de protection envers ceux-ci. Les citoyens doivent pouvoir tenir leur gouvernement responsable de la manière dont il exerce son pouvoir sur la liberté d'expression en ligne et les données personnelles.

1. **Veiller au respect des normes relatives aux droits humains.** Une législation solide en matière de protection des données est essentielle à la protection de la vie privée. Les gouvernements ont également le devoir de protéger les individus contre la violence et la criminalité. Parallèlement, toute loi affectant la liberté d'expression en ligne, ou l'utilisation et le partage de données personnelles par toute entité, doit respecter les normes relatives aux droits humains. Les gouvernements ne devraient pas adopter des lois qui obligent les entreprises à violer ou faciliter la violation des droits à la liberté d'expression ou à la vie privée. Toute restriction du droit à la liberté d'expression, la liberté d'opinion ou à la vie privée doit être prescrite par la loi, nécessaire à la réalisation d'un objectif légitime (conformément aux normes relatives aux droits humains) et proportionnelle au but poursuivi.
2. **S'engager à assurer une surveillance rigoureuse.** Veiller à ce que le pouvoir des gouvernements à restreindre la liberté d'expression en ligne ou l'accès aux données personnelles fasse l'objet d'une surveillance efficace contre les abus de censure et de pouvoir de surveillance. Sans surveillance fiable, les mesures gouvernementales qui visent à lutter contre les

activités nuisibles et malveillantes via des plateformes ou des services privés, ou qui s'attaquent à d'autres questions d'ordre social, économique ou sécuritaire seront aux prises avec la méfiance du public et de l'industrie.

3. **Mettre en œuvre et exiger la transparence.** Les entreprises devraient publier régulièrement et de façon accessible les données concernant le volume, la nature et l'objet des demandes gouvernementales qui leur sont adressées et qui touchent la liberté d'expression et la vie privée de ses utilisateurs. Elles devraient également être tenues par la loi de divulguer des informations pertinentes et complètes sur l'ensemble des mesures prises pouvant affecter la liberté d'expression ou la vie privée de leurs utilisateurs.
4. **Exiger une gouvernance d'entreprise solide.** Les entreprises devraient être tenues par la loi de mettre en œuvre une surveillance du conseil d'administration, des communications internes et externes systématiques ainsi que des audits préalables pour identifier, évaluer et réduire les préjudices potentiels en matière de droits humains, notamment les violations de la liberté d'expression et de la vie privée de leurs utilisateurs.
5. **Garantir l'accès aux recours.** Les individus ont droit à un recours utile et efficace, y compris un recours juridique, en cas de violation de leur vie privée ou de leur droit à la liberté d'expression. Les entreprises devraient également être tenues de mettre en place des mécanismes accessibles et efficaces de réclamations et recours.

Pour accéder à l'ensemble des données et analyses de l'Index RDR 2019, aux rapports d'évaluation de chaque entreprise, au rapport complet téléchargeable et à des données brutes, veuillez consulter :

rankingdigitalrights.org/index2019